

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

A R R E T E P R E F E C T O R A L

prescrivant à la Société MAAS S.A.
la réalisation d'une étude sur les conséquences de la
pollution mercurielle ainsi que la mise en oeuvre des solutions
de traitement du site des anciens locaux de production
situés à INGWILLER

--
LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 juin 1995 prescrivant à la société MAAS S.A. la réalisation des travaux de décontamination et l'étude de la pollution par le mercure de son ancien site de production de thermomètres médicaux à INGWILLER, 26 rue de la Moder ;
- VU le rapport établi par l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 6 septembre 1996 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 11 octobre 1996 ;
- VU les observations de la Société MAAS SA du 7 novembre 1996 sur le projet d'arrêté communiqué après le conseil départemental d'hygiène ;
- VU l'avis de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 28 novembre 1996 sur les observations de la Société MAAS SA ;

CONSIDERANT que la société MAAS S.A. a effectué les travaux de dépollution prescrits par l'arrêté préfectoral du 6 juin 1995 ;

.../...

CONSIDERANT que les études effectuées concluent à une contamination mercurielle affectant principalement les sols au droit de l'ancienne usine et les limons de la Moder ;

CONSIDERANT qu'il importe de recenser les intérêts menacés par la pollution mercurielle, compte tenu notamment de ses possibilités de migration au sens de l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 précitée ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer l'étude de l'impact de cette pollution sur la chaîne alimentaire ainsi que la recherche et la mise en oeuvre des solutions adaptées de traitement du site au vu des conclusions des études précitées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1 :

La société MAAS S.A., dont le siège social est situé zone industrielle, route de Bouxwiller à 67340 INGWILLER, représentée par son président directeur général, M. Takéo OKAJIMA, exécutera dans les délais prescrits, les travaux décrits aux articles 2 et suivants, concernant ses anciens locaux de production situés 26, rue de la Moder à 67340 INGWILLER.

Article 2 :

La société MAAS S.A. confiera à un organisme compétent l'étude de l'impact de la pollution mercurielle, détectée dans les locaux précités et leurs abords, sur les intérêts visés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée. Cette étude devra intégrer les possibilités de migration de la pollution, ainsi qu'une recherche analytique de ses conséquences sur la chaîne alimentaire.

Article 3 :

Le choix de l'organisme compétent et sa proposition d'étude seront soumis à l'accord de l'inspecteur des installations classées, dans un délai de quatre mois.

La proposition d'étude devra comporter l'indication du délai de réalisation.

Article 4 :

Si les conclusions des travaux définis à l'article 2 ci-dessus en montrent la nécessité, la société MAAS S.A. devra définir, avec l'assistance de sociétés compétentes, et proposer des solutions adaptées de traitement du site contaminé, avec leur échéancier de mise en oeuvre.

Article 5 :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions prévues aux titres VI et VII de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, indépendamment des sanctions prévues par l'application des procédures pénales.

Article 6 :

Les frais engendrés par l'application du présent arrêté seront à la charge de la société MAAS S.A.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le maire d'INGWILLER,
l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société MAAS S.A.

Pour ampliation
P. le Secrétaire Général,
l'Agent Administratif,

Catherine MARTIN-RIZZO

Strasbourg, le 23 DEC. 1996



LE PREFET
P. le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement).
La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.